



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Nouvelle-Aquitaine**

Unité interdépartementale de la Corrèze, de la Creuse  
et de la Haute-Vienne  
87039 LIMOGES

LIMOGES, le 22/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MINERIS**

14 Allée de la Porcelaine, Parc d'Activités des Portes de Feytiat  
87220 FEYTIAT

Références : UD872024-128r\_géorisques  
Code AIOT : 0100017515

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement MINERIS implanté 14 Allée de la Porcelaine, Parc d'Activités des Portes de Feytiat 87220 FEYTIAT. Il s'agissait d'une inspection inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : [\(https://www.georisques.gouv.fr/\)](https://www.georisques.gouv.fr/).

Il s'agit de la première visite d'inspection de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINERIS
- 14 Allée de la Porcelaine, Parc d'Activités des Portes de Feytiat 87220 FEYTIAT
- Code AIOT : 0100017515
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique par organisme agréé pour la rubrique 2716-2,
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

MINERIS, société par actions simplifiée, immatriculée sous le SIREN 479523045, est en activité depuis 19 ans. Établie à AVIGNON (84000), elle est spécialisée dans le secteur d'activité des transports routiers de fret interurbains. Historiquement spécialisé dans la collecte du verre usagé, son groupe a développé une activité de collecte sur l'ensemble des matériaux recyclables (verre, emballages légers), JRM (Journaux, Revues, Magazines),... et OM (Ordures Ménagères) en apport tant en conteneurs aériens qu'en conteneurs enterrés et semi enterrés de 2 à 5 m<sup>3</sup>. Elle intervient aussi pour le transport de rebuts de fabrication de clients industriels (fabricants de panneaux de particules, de vitrages et plastiques automobiles, de laine de verre, de divers métaux) vers des unités de recyclage.

Son établissement secondaire de Feytiat est situé au 14, allée de la Porcelaine, dans une rue en impasse qui regroupe essentiellement des activités de commerce de gros avec une partie industrielle (transformation, découpe, conditionnement et commercialisation de papiers et cartons et fabrication d'emballages), de PME (installation d'isolations et de menuiseries de fermetures, carrosserie, entreprise d'impression et de gravage) et de commerce et services (vente et réparation d'engins d'entretien d'espaces verts, caviste).

La plateforme exploitée par MINERIS se situe sur une parcelle de 3 939 m<sup>2</sup>, avec un bâtiment d'environ 300 m<sup>2</sup>, anciennement utilisé par une entreprise de messagerie, qui abrite l'accueil et un bureau, un local d'hygiène et de restauration pour les chauffeurs et un local de remisage, de garage et d'entretien de véhicules. Le reste de la parcelle sert essentiellement au stockage en plein air de conteneurs vides de points d'apports volontaire pour verres, papiers-cartons ou déchets ménagers secs recyclables (emballages métalliques et plastiques en mélange) mis en place par le SYDED 87 soit en bordure de voirie en milieu urbain, suburbain ou rural, soit à l'entrée ou sur ses sites de déchetteries et d'installations de tri, transit et regroupement. Les conteneurs une fois remplis sur leur lieu de dépose sont généralement acheminés directement sur le centre de tri du « Petit-Beaune » à Beaune-les-Mines, en partie nord de la commune de Limoges exploité par la Communauté Urbaine Limoges Métropole, soit sur celui de Romanet de Véolia. Il arrive cependant, en fonction de l'heure de ramassage des conteneurs pleins, que le camion de transport ne puisse se présenter aux heures d'ouverture du centre de tri et qu'il stationne plein ou dépose son chargement sur la plateforme. Cette plateforme peut aussi servir en cas de fermeture temporaire du centre de tri. L'exploitant entrepose aussi en quantités restreintes, des menuiseries extérieures usagées issues de la récente filière de responsabilité élargie du producteur « Produits et matériaux de construction du bâtiment » (« PMCB »).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification de la situation administrative de l'établissement et de son dossier « installations classées »,
- contrôle périodique au titre de la rubrique 2716-2,
- comportement au feu des bâtiments,
- moyens de lutte contre l'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'Administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables

Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Vérification conformité dossier administratif vs situation technique	Code de l'environnement du 06/03/2023, article R. 512-47	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôle périodique par organisme agréé (rubrique 2716-2)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018 modifié, article 1.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Règles d'implantation (rubrique 2716-2)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018 modifié, article 2.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Comportement au feu des bâtiments / Toitures et couvertures de toiture	Arrêté Ministériel du 06/06/2018 modifié, article 2.3 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Risque Incendie – Moyens de lutte (rubrique 2716-2)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018 modifié, article 4.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est proprement exploité et le bâtiment est bien pourvu en extincteurs. Cependant, ce bâtiment n'est pas adapté en cas d'utilisation pour une activité relevant de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées (entreposage au-delà de 100 m<sup>3</sup>) car il ne dispose pas de dispositifs d'évacuation des fumées en cas d'incendie, et aucun justificatif du comportement au feu n'a pu être présenté, ce qui représente des non-conformités majeures. Par ailleurs, la voie d'implantation ne dispose d'aucun point d'eau incendie (non-conformité majeure) et le site est trop exigu pour faire cohabiter une réserve eau incendie de 120 m<sup>3</sup>, les aires de stockage et les aires de circulation des véhicules et par ailleurs ménager une distance d'éloignement réglementaire des limites de l'établissement (non-conformité majeure).

L'exploitant doit donc soit réduire l'entreposage des conteneurs pleins d'emballages en mélange et la zone de stockage des déchets « PMCB » sous le seuil de classement 2716, soit faire des propositions en vue de remédier à certaines non-conformités et pour celles qui ne peuvent être résolues sans travaux lourds remettant en cause la viabilité du site solliciter un aménagement des prescriptions auprès de Monsieur le Préfet, moyennant des dispositions techniques compensatoires restant à définir.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification conformité dossier administratif vs situation technique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/03/2023, article R. 512-47.
Thème(s) : Situation administrative, Vérification concordance situation administrative vs situation technique.

**Prescription contrôlée :** Prescription réglementaire :

I. – La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

II. – Les informations à fournir par le déclarant sont :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ;

2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;

3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ;

4° Si l'installation figure sur les listes mentionnées au III de l'article L. 414-4, une évaluation des incidences Natura 2000 ;

5° Le cas échéant, la mention des demandes d'autorisation ou des déclarations déjà déposées pour l'installation au titre d'une autre législation, avec la date de dépôt et la mention de l'autorité compétente, ou des demandes d'autorisation ou déclarations que le déclarant envisage de déposer pour cette même installation avec la mention de l'autorité compétente.

III. – Le déclarant produit :

– un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ;

– un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et, au besoin, de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés. L'échelle peut être réduite au 1/1 000 pour rendre visibles les éléments mentionnés ci-dessus.

IV. – Le mode et les conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toute nature ainsi que de gestion des déchets de l'exploitation sont précisés. La déclaration mentionne, en outre, les dispositions prévues en cas de sinistre.

V. – Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration et les conditions dans lesquelles cette déclaration et les documents mentionnés au présent article sont transmis par voie électronique.

**Constats :**

Analyse préalable du dossier au regard de la prescription :

I. L'Administration n'est à ce jour en possession que de la preuve de dépôt A-3-RZ3UE68DV de la déclaration initiale souscrite par voie électronique le 17 mars 2023 mais pas du Cerfa 15271\*03 dûment rempli et ne peut donc juger de sa complétude.

II. Les éléments principaux requis aux 1°, 2° et 3° sont rappelés dans la preuve de dépôt.

Le 4° est sans objet, le site d'implantation étant éloigné d'environ 2,5 km (Le Moulin du Puytisson) de la ZNIEFF de type I n° 740000071 de la Vallée Supérieure de la Valoine aux Aulières et d'environ 4 km (Les Chabannes) de l'espace protégé hors Natura 2000 FR4507319 Zones Humides du Domaine de Pressac (Source : Inventaire national du patrimoine naturel – INPN).

Le 5° est sans objet.

Le 6 de la preuve de dépôt fait état de l'absence d'eaux résiduaires mais rien n'est indiqué quant au traitement et quant à la destination des eaux météoriques susceptibles de ruisseler sur les voies de circulation.

III. L'Administration n'est à ce jour pas en possession des pièces justificatives citées au 7 de la preuve de dépôt, mais seulement de photographies aériennes récupérées sur des sites Internet bien connus du grand public.

IV. & V. Idem I.

Situation rencontrée sur site le jour de la visite :

Les quantités effectives entreposées dans des conteneurs pleins au titre de la prestation de collecte pour le compte du SYDED 87 (liaison entre les sites de points d'apport volontaire (« PAVs ») situés sur la voie publique ou en déchetteries et les centres de tri, transit et regroupement de Limoges Métropole à Beaune-les-Mines et Véolia à Romanet sur la commune limitrophe de LIMOGES) et d'huisseries usagées en attente d'envoi dans des installations de recyclage au titre de la filière de responsabilité élargie du producteur « Produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) », ainsi que de conteneurs vides hors d'usage appartenant au SYDED et destinés au rebut en vue de leur élimination, n'atteignent actuellement pas les seuils de classement de respectivement 250 m<sup>3</sup> et 100 m<sup>3</sup> au titre des rubriques 2715 et 2716-2. citées dans la déclaration supra.

Le jour de la visite, les conteneurs d'un volume unitaire de 4 m<sup>3</sup> remplis de déchets en mélange (emballages métalliques et plastiques) étaient au nombre de 22, soit 88 m<sup>3</sup>. Étaient aussi présents 4 conteneurs de même volume remplis d'emballages en verre, soit 16 m<sup>3</sup>, et quelques porte-fenêtres en transit, amenées par l'éco-organisme avec lequel l'exploitant a contracté un marché, ou les prestataires de transport de l'éco-organisme depuis les déchetteries ou « PAVs » du SYDED 87 dans le cadre de la mise en place de la filière « REP PMBC ». L'exploitant a précisé que du fait de la très faible activité générée sur son site par cette filière, n'atteignant pas le seuil de rentabilité, il envisageait de dénoncer le contrat le liant à l'éco-organisme. Or, il motivait sa déclaration au titre de la rubrique 2715 en prévision de la montée en puissance de cette filière.

Cependant, à la lecture de la « Note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets (Version du 27 avril 2022) » de la Direction Générale de la Prévention des Risques (en pièce jointe), à la page 35 (point 2. champ d'application) la notion de déchets de verre semble davantage liée à la gestion des déchets d'emballage en verre de qualité alimentaire qu'à des déchets de déconstruction comportant des vitrages. En effet, afin de faciliter le recyclage, les consignes de tri sont de ne pas introduire dans les conteneurs à verre, de vaisselle dite en verre (il s'agit en fait de porcelaine transparente), de cristal ou de vitres, ceci afin de ne pas introduire dans le calcin des substances entravant son recyclage, notamment par création de « grumeaux » en raison d'hétérogénéité des températures de fusion, voire de polluer le verre par des substances dangereuses telles que le plomb. Concernant cette rubrique, l'exploitant a déclaré une capacité maximale de 400 m<sup>3</sup> soit l'équivalent de 100 conteneurs.

Pour que l'installation soit considérée mise en service, le volume stocké devra atteindre 250 m<sup>3</sup> au plus tard le 16 mars 2026, faute de quoi, en application du I. de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, la déclaration cessera de porter effet pour cette rubrique.

Les vitrages étant d'époques différentes, peuvent aller du simple au quadruple vitrage et sont fabriqués à partir de qualités de calcins très spécifiques, suivant les générations, ce qui motive leur collecte, leur démontage et leur broyage dans des conditions draconiennes de non exposition pour obtenir une bonne qualité du calcin dit « de fin de vie ». Les déchets « PBMC » contenant des vitrages, même si la masse de verre est majoritaire, doivent subir soit un démontage pour séparer les fractions les constituant (métaux, plastiques, bois notamment) ce qui correspond davantage à une préparation à la réutilisation classée en 2716, soit un broyage qui ressort selon le type de verre et la présence ou non de substances dangereuses, de la rubrique 2790 (exemple des tubes cathodiques ou de certains verres colorés) ou de la rubrique 2791 (cas des vitrages), opérations non pratiquées sur le site. Dans le cas de l'établissement de FEYTIAT, la présence d'huisseries avec vitrages ressort du transit, voire du regroupement au titre de la 2716.

Les véhicules de transport pour le compte du SYDED sont généralement pourvus en conteneurs vides au départ du site pour aller remplacer sur les zones « PAVs » les conteneurs pleins, lesquels sont généralement acheminés directement sur les centres de tri cités supra pour y être vidés et ensuite ramenés en fin de journée sur le site MINERIS. Lorsque la tournée a pris du retard ou que des circonstances exceptionnelles (par exemple incident sur une ligne de tri) amènent à remettre la fin de tournée au lendemain, l'entreposage sur site des camions avec des conteneurs remplis ou de conteneurs remplis en attente d'enlèvement se fait sur une courte période et de manière sporadique.

Cependant, à la lecture de la note citée supra, les déchets directement inhérents à l'activité de transporteur de MINERIS sont difficilement qualifiables de « Déchets produits ou reçus par une installation de production » au sens du 2.1 ou de « Déchets entreposés sur une installation de traitement de déchets » au sens du 2.2. de la même note. Un stockage, même temporaire, dépassant le seuil de classement de 100 m<sup>3</sup> (soit l'équivalent de 5 bennes ou 25 conteneurs) justifie effectivement un classement en 2716. Là encore, le volume stocké devra atteindre 100 m<sup>3</sup> au plus tard le 16 mars 2026, faute de quoi, en application du I. de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, la déclaration cessera de porter effet pour cette rubrique.

Un point particulier doit être résolu rapidement : des conteneurs hors d'usage, dont l'état de la matière les constituant ne permet pas leur valorisation, mais juridiquement non abandonnés à ce jour par le SYDED (lequel doit pourvoir directement à leur élimination), s'ils séjournent sur le site MINERIS plus d'un an, prendront le statut de déchet et leur entreposage constituera une installation de stockage de déchets non dangereux, soumise à autorisation au titre de la rubrique 2760-2, dont l'exploitation n'est pas envisagée par le plan déchets de Nouvelle-Aquitaine et n'est pas permise par le PLU de FEYTIAT. Afin d'éviter que cette société et le SYDED ne se trouvent en infraction, l'évacuation de ces conteneurs doit se faire dans les plus brefs délais.

L'exploitant doit adresser dès que possible son positionnement au regard du maintien ou non de sa déclaration initiale souscrite par voie électronique le 17 mars 2023 et référencée sur la preuve de dépôt A-3-RZ3UE68DV.

Indépendamment de l'échéance en matière de caducité, l'attention de l'exploitant est appelée sur les obligations réglementaires censées être déjà appliquées (Arrêté du 15 octobre 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 – NOR : DEVP1022266A et Arrêté du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – NOR : TREP1800782A) consultables sur le site AIDA de l'INERIS ou sur Legifrance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Contrôle périodique par organisme agréé (rubrique 2716-2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018 modifié, article 1.1 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique par organisme agréé (rubrique 2716-2)
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Préambule : L'arrêté ministériel référence pour ce point de contrôle est celui cité en fin des constats du point de contrôle n° 1.</p> <p><b>Prescription :</b> Les installations n° 2711 ou 2716 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. Pour ces installations, le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p><b>Constats :</b> Une vue depuis la rue et une photographie aérienne récupérées sur un site Internet bien connu du grand public montrent qu'en mai 2022 (vue depuis la rue), le site était bien en exploitation, mais dans une configuration modeste et qu'en 2024 (vue aérienne), l'exploitation, certes plus importante, était d'un niveau comparable à celui constaté lors de la visite.</p> <p>Rapport de visite de l'organisme agréé non présenté. Il en résulte deux alternatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– soit l'exploitant justifie sa déclaration par des fluctuations dans son activité avec des « pics » de courte durée mais récurrents, auquel cas il est en infraction avec le quatrième alinéa de l'article R. 512-58 du Code de l'environnement qui stipule que « Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. »,</li> <li>– dans ce cas il doit adresser dans les plus brefs délais à l'Inspection des installations classées, la commande du contrôle périodique, mais il est patent (cf. points de contrôle suivants notamment quant à l'évacuation des fumées et la présence de point d'eau ou de réserve d'eau incendie) que des non-conformités majeures seront constatées et que leur résolution sera compliquée,</li> <li>– soit l'exploitant renonce au bénéfice de sa déclaration, ce qui ne sera pas considéré comme une « Cessation d'activité » au sens de l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement, dans la mesure où depuis sa déclaration, l'Inspection des installations classées n'a pas constaté l'atteinte du seuil de classement ; le contrôle périodique deviendra sans objet, ce qui ne dispensera pas l'exploitant de s'enquérir auprès de la Ville de Feytiat, détentrice des pouvoirs de police, de la Communauté Urbaine Limoges Métropole (gestionnaire des zones d'activités et de l'urbanisme) et du SDIS, des dispositions à respecter en matière de risque incendie (réglementations générales issues des différents codes, ou « bonnes pratiques » des organismes de prévention).</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Adresser une réponse circonstanciée avec commande du contrôle périodique ou se positionner définitivement sur un non-classement en 2716-2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Règles d'implantation (rubrique 2716-2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018 modifié, article 2.1 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Règles d'implantation (rubrique 2716-2)
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Préambule : L'arrêté ministériel référence pour ce point de contrôle est celui cité en fin des constats du point de contrôle n° 1.</p> <p>Prescription : Pour les rubriques n° 2711, 2714 et 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur) sont éloignées des limites du site de minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.</p> <p><b>Constats :</b> Une vue depuis la rue et des photographies aériennes récupérées sur des sites Internet bien connus du grand public, ainsi que les constats de terrain montrent des distances d'éloignement de l'ordre de dix à quinze mètres côté entrée du site et allée de la Porcelaine et de moins de dix mètres pour les côtés et l'arrière du bâtiment. L'exiguïté et la forme du terrain d'emprise empêche toute mise en conformité, sauf à mettre en place un dispositif séparatif E120, dimensionné à partir d'un calcul de flux thermique type « Flumilog » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– soit l'exploitant justifie sa déclaration par des fluctuations dans son activité avec des « pics » de courte durée mais récurrents, auquel cas il est actuellement en infraction avec le premier alinéa de l'article 2.1 de l'annexe à l'arrêté ministériel,</li> <li>– dans ce cas il doit adresser dans les plus brefs délais à l'Inspection des installations classées, la commande du calcul de flux thermiques et des dispositifs séparatifs,</li> <li>– soit l'exploitant renonce au bénéfice de sa déclaration, cf. points de contrôle précédents.</li> </ul> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Adresser une réponse avec commande des dispositifs séparatifs et calcul de dimensionnement ou se positionner définitivement sur un non-classement en 2716-2.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 4 : Comportement au feu des bâtiments / Toitures et couvertures de toiture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018 modifié, article 2.3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Comportement au feu (rubrique 2716-2)
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Préambule : L'arrêté ministériel référence pour ce point de contrôle est celui cité en fin des constats du point de contrôle n° 1.</p>

## Prescription : 2.3 Comportement au feu

### 2.3.1 Comportement au feu des bâtiments

Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est R15 ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0.

Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

### 2.3.2 Toitures et couvertures de toiture

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3).

Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.

Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes, lorsque leur entreposage en intérieur est possible.

Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

**Constats :** Le bâtiment n'est pas adapté en cas d'utilisation pour une activité relevant de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées (entreposage au-delà de 100 m<sup>3</sup> de déchets), pour des déchets comportant des fractions combustibles (conteneurs de déchets verre, plastique et papiers cartons en mélange en mélange) car il ne dispose pas de dispositifs d'évacuation des fumées en cas d'incendie, et aucun justificatif du comportement au feu n'a pu être présenté (ce qui représente une non-conformité majeure, laquelle serait évidemment constatée dans le cadre du contrôle périodique par organisme agréé, lequel reste à faire).

Un entreposage de déchets globalement non combustibles (huisseries à structure composée principalement de métal et de verre) en quantités modérées est envisageable. Il en résulte deux alternatives :

- soit l'exploitant justifie sa déclaration par des fluctuations dans son activité avec des « pics » de courte durée mais récurrents, mais s'engage à n'entreposer dans le bâtiment que des déchets globalement non combustibles (huisseries à structure composée principalement de métal et de verre) en quantités modérées, afin de ne pas se trouver en infraction avec l'article 2.3 de l'annexe I à l'arrêté ministériel de référence,
- dans ce cas il doit adresser dans les plus brefs délais à l'Inspection des installations classées, la nature et la quantité des déchets stockés à l'intérieur du bâtiment,
- soit l'exploitant renonce au bénéfice de sa déclaration, cf. points de contrôle précédents.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Adresser une réponse circonstanciée avec la nature et la quantité des déchets stockés à l'intérieur du bâtiment ou se positionner définitivement sur un non-classement de l'ensemble du site en 2716-2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Risque Incendie – Moyens de lutte (rubrique 2716-2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018 modifié, article 4.1 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque Incendie – Moyens de lutte (rubrique 2716-2)

**Prescription contrôlée :** Préambule : L'arrêté ministériel référence pour ce point de contrôle est celui cité en fin des constats du point de contrôle n° 1.

Prescription : 4.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :  
 – d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :
  1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
  2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

– d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

– d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

**Constats :** Le bâtiment est bien pourvu en extincteurs.

En revanche, point le plus problématique, concernant l'ensemble du site, la voie d'accès (Allée de la Porcelaine) ne dispose d'aucun point d'eau incendie (là aussi non-conformité majeure et cette dernière prescription concerne aussi la 2715). Le site apparaît trop exigu pour faire cohabiter une réserve eau incendie de 120 m<sup>3</sup>, les aires de stockage dans leur configuration actuelle et les aires de circulation des véhicules et par ailleurs ménager une distance d'éloignement réglementaire des limites de l'établissement. Pour se mettre en conformité (une citerne souple occupe environ 90 m<sup>2</sup>) il faudra probablement réduire la zone d'entreposage des conteneurs pleins d'emballages en mélange et la zone de stockage des déchets « PMCB », ou supprimer complètement la zone des conteneurs hors d'usage.

En cas de maintien du classement 2716, un aménagement des prescriptions serait nécessaire, ce qui impliquerait des dispositions compensatoires (augmentation de la détection de départs de feu, des moyens de lutte au plus près et mise en place d'une organisation appropriée, le cas échéant avec astreinte, etc.), à soumettre au préalable à l'avis du SDIS.

Il en résulte deux alternatives :

– soit l'exploitant justifie sa déclaration par des fluctuations dans son activité avec des « pics » de courte durée mais récurrents, auquel cas il est actuellement en infraction avec l'article 4.1 de l'annexe I à l'arrêté ministériel de référence,

– dans ce cas il doit adresser dans les plus brefs délais à l'Inspection des installations classées, la commande d'une réserve incendie mais dont l'installation compliquera probablement la circulation à l'intérieur du site, ou à défaut la mise en place de plusieurs extincteurs de type extincteurs à roues et une demande d'aménagement des prescriptions, avec description des mesures alternatives, notamment en matière de détection des départs de feu,

– soit l'exploitant renonce au bénéfice de sa déclaration, cf. point de contrôle précédent.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Adresser une réponse avec commande de la citerne ou bâche ou demande d'aménagement avec mesures alternatives ou se positionner définitivement sur un non-classement en 2716-2 et aussi 2715.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois